



Pas de printemps pour la Syrie

Gérard Gromer

16 septembre 2013

Me voici dans le TGV, en route pour le Festival Musica à Strasbourg, l'un des temps forts de la musique savante contemporaine. Parmi la jeune génération, deux ou trois compositeurs qui m'importent sont à l'affiche. Quelle va être mon écoute ? Vais-je entendre ce qu'ils ont à me dire ? Le train roule calmement, puis, à l'intérieur de ce calme arrive l'accélération, la pointe de vitesse. C'est comme si la machine s'énervait, tandis que le paysage défile à une allure de plus en plus vive. Je retrouve le plaisir de me sentir immobile dans le mouvement. Dans l'œil du cyclone. Mais cette légère euphorie ne dure pas. Je repasse dans ma tête, une fois encore, l'insoutenable vidéo qui me hante, de l'attaque syrienne à l'arme chimique du 21 août. Elle a été tournée à plusieurs endroits de la banlieue de Damas, bastion des insurgés.

Ces images qui nous parviennent de cette guerre civile atroce sont toutes d'un monde massivement urbanisé, que l'encombrement des ruines rend encore plus dense. Les périmètres filmés sont présentés par les spécialistes comme des implantations « en peau de léopard », séparées par des micro-frontières. C'est là, sur ces îlots, dans ces poches de résistance et d'affrontements que se tiennent, mélangés, les familles, les enfants, les combattants de toutes obédiences : opposants, extrémistes, transcendantalistes intégristes, étrangers, bandes armées, trafiquants d'armes. Certains reportages, et les prises de parole des humanitaires sur

les choses vues, instaurent une proximité poignante avec la population. Mais la propagande, elle aussi, n'est jamais loin, avec ses « éléments de langage ».

Faut-il rappeler les exactions d'Assad ? Elles sont connues : massacres de civils, bombardements d'hôpitaux, napalm dans les cours d'école, viols, tortures, prises d'otage. Ce sont des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité. Toutes les lignes rouges ont sauté. Le dossier syrien relève de la Cour Pénale Internationale. Le maître de Damas doit être jugé. Mais à ce jour, il est toujours là, incontournable dans le jeu politique, prêt à contre-attaquer. Va-t-on encore longtemps laisser ce dictateur se servir impunément de son armement ? Il faut rappeler – on ne le répétera jamais assez – que l'utilisation de gaz neurotoxiques n'est pas un crime parmi tant d'autres : un palier a été franchi, nous changeons de dimension. L'arme chimique bafoue ouvertement le droit propre aux conflits armés, elle dénature l'éthique militaire et les valeurs guerrières. L'opération est d'autant plus coûteuse qu'elle ne requiert aucun courage. Elle est indétectable, arrive de partout et de nulle part. Elle ne sert pas à gagner de positions stratégiques. Sa principale raison d'être : semer la terreur. D'autres armes effroyables, tels les drones, traitent l'adversaire comme un gibier que l'on traque. Le napalm, lui, fait de l'ennemi une vermine à éradiquer. Avec le gaz sarin et ses dérivés, c'est aussi une vermine que l'on poursuit, mais personne n'est en face, l'autre n'a ni visage ni regard.

À mi-parcours, le TGV perd un peu de sa trépidation feutrée et reprend sa vitesse de croisière. Je me suis assoupi un instant avant de m'ouvrir aux quelques phrases qui venaient de se former en moi, rythmées par le rail, et que je répétais en boucle : « les Occidentaux se font malmener par les Russes. Négocier avec eux, c'est acheter deux fois le même cheval. » Une autre phrase m'est venue, sans queue ni tête : « no boots ont the ground. » Je me suis dit : en effet, pas question d'ajouter une guerre à une guerre, pas question d'infléchir le cours de ce conflit épouvantable par les armes. D'ailleurs Obama n'a aucune envie de lancer ses missiles Tomahawk. Je me répétais cette dernière phrase, avant d'ajouter : « reculer, ne rien faire, c'est se déshonorer. » Impossible, en effet, de chasser de mon esprit le souvenir de la guerre d'Espagne, de la conférence de Munich de 1938. La pusillanimité des démocraties occidentales me faisait honte, et je mesurais en même temps à quel point le monde s'était politiquement désoccidentaliser.

Cependant une phrase s'est déclarée qui m'a rendu plus disponible que jamais à ce qui était en train de se passer en moi : « oui, les symboles ont leur importance en politique. » Je me répétais cette phrase. L'idée d'une intervention ciblée s'imposait : j'étais pour une frappe symbolique. Mais ces mots, très vite, étaient relayés par d'autres : « il ne faut pas comprendre trop vite, il faut d'abord savoir et le savoir est aussi une initiation. » C'est vrai le dossier syrien est complexe, mouvant, miné, et d'une ampleur qui ne cesse de croître. Les points de vue russe et occidental diffèrent. Nous n'avons pas les mêmes frontières, le même Moyen Orient. La Russie a ses voisins du Caucase et de l'Asie centrale. Nous sommes préoccupés par les voisins de la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Liban, Israël, la Turquie, cette dernière étrangement paralysée alors qu'on attendait qu'elle encadre la rébellion avec l'aide des États-Unis.

Le jour même où, à peine sorti de mon état de rêveur éveillé, j'écris ces notes sur mon carnet à spirale, quelque part sur la ligne du TGV Paris-Strasbourg, le monde multipolaire de la mondialisation dans lequel je m'efforce de vivre – devant l'effacement de la communauté internationale qui n'a rien à proposer – refait, comme disent les diplomates, du « bilatéral ». Deux ministres, un russe, un américain cherchent à s'appivoiser mutuellement. La méfiance est de mise. La question n'est pas de faire confiance à celui qui en face : la confiance est un ingrédient de la construction qui se prépare. La proposition russe n'est pas la solution. Pour l'instant, elle pose le problème de ce que nous allons en faire.

Le dossier syrien est complexe, certes. Il est aussi très simple. J'ai tout compris quand les médias m'ont appris comment un gamin, pour avoir inscrit sur le mur de sa cour d'école le mot « Dégage » a été torturé à mort par les sbires de Bachar al-Assad. Cette sanction exorbitante met bien en évidence la crispation de ce régime qui compte ne rien lâcher de son pouvoir et de ses privilèges. C'est Assad qui a mis fin aux désordres des « Printemps arabes », et à la contagion libertaire qui gagnait la région. Et s'il reçoit le soutien sans faille du Kremlin, c'est que Poutine, à la tête d'un État aussi autoritaire que fragile, est sur la même ligne : durer, conserver le pouvoir quel qu'en soit le prix, en guettant les signaux, révélateurs de l'affaiblissement des autres puissances mondiales.

Dans quelques jours s'ouvrira la nouvelle édition du Festival Musica. Des créations sont au programme, certaines signées de jeunes compositeurs dont la démarche m'intéresse. Je ne suis plus qu'à une demi-heure de Strasbourg, le contrôleur vient enfin de passer. Sa tâche n'est plus du tout facile, elle est aussi comique : encombré d'appareils, il doit tantôt poinçonner, tantôt scanner les titres de transport. Mais me voici tout à coup inquiet. J'ai un doute, une appréhension, imparable, parmi les œuvres proposées, s'en trouvera-t-il au moins une à la dimension de la guerre totale qu'Assad mène contre son peuple ? Mon interrogation, qui peut surprendre, ne tombe pas du ciel. Elle est le produit d'une époque lointaine, aujourd'hui disparue, celle de mes lectures d'Adorno. Pour le philosophe de l'École de Francfort, la musique de Schoenberg et de Webern inspire la terreur, non parce que le public ne la comprend pas, mais parce qu'elle donne forme à l'angoisse et à l'épouvante. Y aura-t-il cette année à Musica une œuvre vraie, à la fois simple et complexe, capable de se mesurer aux formes les plus extrêmes de l'horreur ?